

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/194

G/SCM/W/201

24 novembre 1995

(95-3759)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT HONDURIEN¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 novembre 1995.

1. Le Honduras indique dans sa notification que l' Accord antidumping fera partie de sa législation interne à compter de la date de la publication au Journal officiel de l'avis de ratification de l'Accord sur l'OMC et qu'il applique actuellement le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales et aux mesures de sauvegarde, qui est en cours de révision à l'échelle centraméricaine pour être rendu conforme à l'accord précité.

Questions:

- a) L'avis de ratification a-t-il été publié au Journal officiel? Dans le cas contraire, quand devrait-il l'être?
- b) Lorsque l'avis de ratification aura été publié, quel sera le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC dans le système juridique hondurien? Aura-t-il force de loi au même titre que toute autre loi nationale? Les autorités antidumping honduriennes sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure? Si une disposition de la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?
- c) Quel est le statut juridique du Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales et aux mesures de sauvegarde dans le système juridique hondurien? A-t-il force de loi au même titre que toute autre loi nationale? Les autorités antidumping honduriennes sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de ce règlement au cours d'une procédure?

¹G/ADP/N/1/HND/1, G/SCM/N/1/HND/1 et G/ADP/N/1/HND/2-G/SCM/N/1/HND/2.

- d) Le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales et aux mesures de sauvegarde a-t-il force de loi au Honduras? Dans l'affirmative, fera-t-il l'objet d'une notification?
 - e) Si une disposition de ce règlement est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut? Comment le Honduras assurera-t-il le respect des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC avant que la révision du Règlement centraméricain soit terminée?
 - f) Quand la révision du Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales et aux mesures de sauvegarde devrait-elle prendre fin?
2. Question: Quelles procédures le Honduras a-t-il mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?
3. Question: Quelles sont la politique et la législation du Honduras concernant la mise ne oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?